



## Violence à l'école : l'escalade sécuritaire

Suite à la large diffusion de la vidéo d'un élève braquant une professeure dans son lycée, la France s'est émue de la violence qu'il pouvait exister dans certains établissements scolaires.

Face à cette émotion, le Président de la République et son gouvernement ont choisi de ne pas écouter les attentes des personnels et des organisations syndicales, mais de communiquer sur un renforcement de l'encadrement sécuritaire des établissements.

La CGT Éduc'action dénonce cette méthode qui consiste à recruter et nommer désormais des personnels de direction issu-es de la police ou de la gendarmerie. Elle tient d'ailleurs à adresser son soutien aux collègues de Stains en grève pour protester contre une telle nomination dans leur établissement. La CGT Éduc'action dénonce également le développement de stages de cohésion de ces mêmes personnels de direction dans des camps d'entraînement militaires comme ce fut le cas cette semaine en région parisienne. L'uniforme serait alors le seul gage d'ordre et de respect... De façon générale, elle refuse que les principales mesures visant à rétablir de la sérénité dans les écoles et autres établissements du second degré soient principalement l'introduction de personnels policiers dans le milieu scolaire. C'est une fausse bonne réponse comme nous l'avions déjà dénoncé lors de l'installation de policiers dans les écoles de Nice ou la création des équipes académiques mobiles de sécurité.

La CGT Éduc'action s'oppose au développement du tout-sécuritaire dans l'Éducation nationale et à l'idée du Président de la République d'installer des personnels de sécurité si « la communauté éducative [...] en décide ». Nous ne sommes pas dupes, ces choix ne seront pas ceux des personnels, mais bien des décideurs publics et hiérarchiques. Ils ne permettront pas de lutter efficacement et durablement contre la violence connue dans quelques établissements.

Pour la CGT Éduc'action, il est dangereux de vouloir faire croire que la violence s'est généralisée dans l'Éducation nationale. Si elle existe plus particulièrement dans certains territoires, elle doit être combattue de façon globale et avec des moyens conséquents. La CGT Éduc'action estime que la meilleure voie pour pacifier les relations à l'École se décline avec des moyens pour les élèves et les personnels permettant un travail pédagogique de qualité et une émancipation sociale. C'est par cet intermédiaire qu'on parviendra à réinstaurer la confiance dans l'École. C'est donc l'exact contraire que de former des personnels de direction à la discipline militaire.

En outre, la CGT Éduc'action estime qu'il est obligatoire de développer et réimplanter les Services publics de proximité dans des zones délaissées pour retrouver une cohésion. Ce ne sont pas les armes et le tout-répressif qui nous sauvent de la violence, mais des rapports humanisés et des perspectives pour sortir de la misère économique et sociale.